

Un seul front à la fois

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Le décalage existant entre l'actualité et la publication de tribunes et de déclarations de personnalités représentatives fait que nous ne disposons pas encore de réactions à l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais, Rafic Hariri. A contrario, la profusion de déclarations relatives à l'apaisement possible en Palestine illustre la volonté de Washington de clore temporairement ce front pour avoir les mains libres ailleurs.

page 8

RÉSISTANCE À L'INGÉRENCE

La Biélorussie sous pression



Depuis l'effondrement et la dissolution de l'URSS, les États-Unis ont multiplié les coups fourrés pour prendre le contrôle des États de la région et encercler la Russie. S'ils ont réussi avec les mêmes méthodes douces en Yougoslavie, en Géorgie et en Ukraine, ils ont échoué en Biélorussie. Ce particularisme tient à la fois à l'identité biélorusse et à l'expulsion systématique des agents états-uniens par le gouvernement d'Aleksandr Loukachenko.

page 2

REPÈRE : 6 FÉVRIER 1973

Les dérogations meurtrières du CES Pailleron

Le 6 février 1973, un incendie se déclare dans le lycée de la rue Pailleron, dans le XIXème arrondissement de Paris. Il fera 20 morts, dont 16 enfants, tous ensevelis sous les décombres du bâtiment, qui s'est effondré en quelques minutes. Le lycée était construit de telle sorte qu'il ne pouvait résister plus de 15 minutes au feu. Les familles des victimes se constituent en association et mènent une longue lutte, à la fois contre le ministère de l'Éducation Nationale et deux compagnies d'assurances. Elles obtiendront la condamnation à des peines de prison, assorties de sursis et aujourd'hui amnistiées, du directeur des constructions scolaires ainsi que la démolition ou la réfection de quelques 875 CES « de type Pailleron » construits à la hâte et au mépris des normes. Ou plutôt, en conformité avec des normes qui avaient été préalablement assouplies et assorties de mesures dérogatoires afin de ne pas gêner les promoteurs. ■



INTÉGRATION LATINO-AMÉRICAINE : CHAVEZ ET LULA SIGNENT DES ACCORDS HISTORIQUES

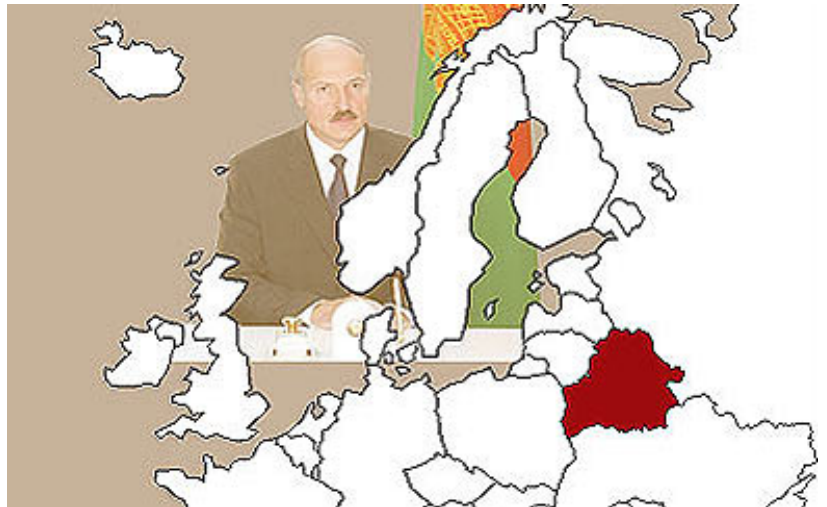
Lors d'un événement majeur pour le processus d'intégration latino-américaine, le président brésilien Luiz Ignácio Lula da Silva et son homologue vénézuélien Hugo Chavez ont signé hier, lundi 15 février 2005, un accord économique portant sur la défense, l'exploitation minière et l'énergie. Le Venezuela a fait part de son intérêt pour l'acquisition d'avions de chasse brésiliens. De plus, les deux compagnies pétrolières nationales respectives, Petrobras et PDVSA, ont conclu des accords pour construire conjointement une raffinerie au Brésil et exploiter le pétrole vénézuélien. Hugo Chavez en a profité pour réaffirmer son intention de privilégier les échanges avec les pays voisins plutôt qu'avec les États-Unis, même si les profits engendrés devaient s'avérer moindres.

Ces accords posent également les fondations du projet de consortium pétrolier sud-américain cher à Hugo Chavez, qui intégré au sein de l'OPEP pourrait permettre aux pays producteurs de cette région de s'affranchir de leur dépendance vis-à-vis des compagnies des pays importateurs. ■

Résistance à l'ingérence

La Biélorussie sous pression

Depuis l'effondrement et la dissolution de l'URSS, les États-Unis ont multiplié les coups fourrés pour prendre le contrôle des États de la région et encercler la Russie. S'ils ont réussi avec les mêmes méthodes douces en Yougoslavie, en Géorgie et en Ukraine, ils ont échoué en Biélorussie. Ce particularisme tient à la fois à l'identité biélorusse et à l'expulsion systématique des agents états-uniens par le gouvernement d'Aleksandr Loukachenko.



Au cours des dix dernières années, les « révolutions » se sont succédées en Europe orientale, isolant peu à peu la Russie de ses anciens alliés du Pacte de Varsovie. Né de l'effondrement et de la dissolution de l'Union soviétique, ce vaste remaniement semble ne devoir s'arrêter qu'avec la mise-en-place de gouvernements pro-états-uniens dans toute la région. Objectif final : le renversement de l'appareil d'État russe, actuellement tenu par le parti de Vladimir Poutine, Nouvelle Russie. Un scénario déjà largement à l'étude outre-Atlantique. « Kremlinologues », « soviétologues » et spécialistes en tout genre de la Russie publient régulièrement leurs points de vue sur cette question dans les journaux états-uniens, et le candidat John Kerry, épaulé par Mark Brezinski, fils de Zbigniew, en avait même fait un de ses thèmes de prédilection lors de la dernière campagne présidentielle. Vladimir Poutine lui répondit en apportant

son soutien surprise au candidat Bush.

Après les succès en Géorgie et en Ukraine, il semble pourtant que Washington soit aujourd'hui confronté à des difficultés en Biélorussie. Ni les mises en garde du Département d'État, ni le soutien aux organisations non-gouvernementales locales, n'ont pour l'instant réussi à déstabiliser le régime d'Aleksandr Loukachenko. « Domino » essentiel de la région, la Biélorussie est un territoire de plus de 200 000 km² coincé entre la Russie à l'est, l'Ukraine au sud et les Pays Baltes à l'ouest - ce qui explique l'intérêt des États-Unis. Elle est également sur la route des exportations de gaz naturel de la Russie, et abrite un site radar surveillant les activités de l'OTAN dans la région. Néanmoins, dans un contexte de ralliement général des anciens républiques d'URSS à l'Alliance atlantique, le pays résiste aux tentatives d'ingérence menées par Washington depuis plus de trois ans.

Une zone de forte turbulence

Berlin, 1989. Un mur s'effondre, et avec lui un monde bipolaire régi depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale par l'affrontement entre l'Union soviétique et les États-Unis. Sevré brutalement du soutien russe, l'ensemble des États de l'ancien Pacte de Varsovie subit des pressions croissantes de Washington, qui tente d'acheter de nouveaux vassaux à coups de dollars et de promesses d'adhésion à l'Union européenne. Stratégie payante : au cours de la décennie qui suit, les pays d'Europe centrale se rapprochent des États-Unis et, en 1999, trois d'entre eux rejoignent l'OTAN (République tchèque, Hongrie Pologne).

Ce succès s'explique par la bonne préparation de Washington. Hormis Condoleeza Rice, qui refusait d'envisager le retrait de l'URSS de ses pays satellites, les planificateurs du Pentagone ont théorisé la stratégie US en direction de l'Europe centrale et orientale dès 1992. Elle figure ainsi dans le *Defense Planning Guidance* de 1992, commandé par le secrétaire à la Défense de l'époque, Richard Cheney, confié à Paul Wolfowitz et rédigé par Zalmay Khalilzad, l'assistant de Scooter Libby au Pentagone. Le document relayait la thèse de Wolfowitz selon laquelle il est nécessaire pour les États-Unis de bloquer l'émergence de tout compétiteur potentiel à leur hégémonie, notamment les « nations industrielles avancées » telles que l'Allemagne et le Japon. Particulièrement visée, l'Union européenne, qui sera d'ailleurs priée la même année d'inclure dans le Traité de Maastricht une clause subordonnant sa politique de défense à celle de l'OTAN [1]. Mais le Pentagone envisageait surtout dès cette époque un futur élargissement à l'Est, vital à ses yeux pour conserver le contrôle de l'Europe et - qui sait ? - s'ouvrir un corridor sur le pétrole de la Caspienne. Le rapport préconisait ainsi l'intégration des nouveaux États d'Europe centrale et orientale au sein de l'Union européenne, tout en les faisant bénéficier d'un accord militaire avec les États-Unis les protégeant contre une éventuelle attaque russe.

Il est difficile de savoir comment les États-Unis ont appréhendé la chute du mur de Berlin et envisagé la nouvelle Europe à venir. Washington était sans nul doute très implanté dans les milieux d'opposants aux régimes en place en Europe de l'Est, notamment grâce à son appareil de propagande, Radio Free Europe. La déstabilisation du régime de Jaruzelski en Pologne par le



Aleksandr Loukachenko

mouvement Solidarnosc au début des années 1980 en est un bon exemple. Dans les mois qui ont précédé l'effondrement de l'URSS, de nombreux haut-responsables des pays du Pacte de Varsovie ont envoyé leurs enfants étudier dans des universités anglo-saxonnes, ce qui a permis aux États-Unis de préparer l'alternance. Dans un premier temps, cette stratégie a eu un certain succès dans les États d'Europe centrale. La Pologne, la République

tchèque, la Bulgarie, la Roumanie, sont rapidement tombés dans la sphère d'influence de Washington. En 1999, l'intervention au Kosovo a permis aux États-Unis de s'implanter dans les Balkans. Puis la Serbie s'est débarrassée du pro-russe Slobodan Milosevic, à la faveur d'une des premières « révolution de velours » sponsorisée par George Soros, à l'automne 2000. Petit à petit, la Fédération de Russie se retrouve encerclée : après les anciens membres du Pacte de Varsovie, ce sont les anciennes républiques de l'URSS qui sont visées, selon la stratégie de « rollback » (refoulement) théorisée par Zbigniew Brezinski. Dès le début des années 1990, les Pays Baltes sont intégrés dans l'OTAN. La Géorgie, fidèle à Washington depuis son indépendance, est le théâtre d'un coup d'État de velours en novembre 2003, après que son président, Edouard Chevardnadze, eut commis l'erreur de se rapprocher de Moscou. Les élections en Ukraine de décembre 2004 voient le même scénario se répéter, avec la victoire rocambolesque du candidat de l'OTAN, Viktor Yushchenko, face à son adversaire pro-russe, Viktor Yanoukovytch.

Première tentative en septembre 2001

Dans ce contexte, la Biélorussie, restée proche de Moscou, est naturellement en ligne de mire. La Russie, qui a déjà perdu sa façade maritime occidentale avec les Pays Baltes et voit tous ses anciens satellites rejoindre peu à peu le camp atlantiste, tient là un de ses derniers alliés dans la région. Les tentatives de déstabilisation ont déjà commencé, qui marqueraient en cas de succès la dernière étape avant le renversement de la « Maison Poutine ».

Les premiers symptômes de la volonté d'intervention de Washington en Biélorussie datent de septembre 2001. Alors que le président sortant, Aleksandr Loukachenko, se présente à sa propre succession, les médias occidentaux manifestent leur opposition à son régime, qu'ils décrivent comme « *tyrannique* », lui-même étant dépeint comme un « *dictateur* ». Comme le démontre Christopher Desilo dans un article paru en septembre 2001, la campagne de dénigrement repose essentiellement sur une comparaison entre Loukachenko et Slobodan Milosevic [2]. C'est ainsi que la BBC évoque, le 6 septembre, « *un régime autoritaire souvent comparé à celui du Président yougoslave déchu, Slobodan Milosevic* » [3]. Dans *The Guardian*, Ian Traynor évoque « *le dernier dictateur d'Europe* ». Comme dans le cas de la campagne d'intoxication menée en Haïti contre Jean-Bertrand Aristide en décembre 2003, il évoque « *les troupes de l'unité d'élite 'Almaz' (...) qui sont apparemment derrière les "escadrons de la mort" du régime dont on dit qu'ils ont tué ou kidnappé des figures dominantes de l'opposition au cours des deux dernières années* » [4]. D'après Ian Traynor, la répétition d'un scénario « à la serbe » est

envisagée avec inquiétude par Moscou : « *Les discussions dans la capitale, Minsk, et à Moscou tournent autour d'un scénario "à la Belgrade" où le régime vole la victoire [électorale] à l'opposition, avec pour conséquence de déclencher une crise politique encore plus importante dans la rue* ».

Les élections présidentielles doivent servir d'occasion pour renverser le régime pro-russe de Loukachenko. C'est en tout cas ce qui ressort d'un éditorial du *New York Times* dans lequel sont détaillées les relations incestueuses entre la Russie et son voisin biélorusse : « *Moscou est un proche allié de M. Loukachenko, espérant tirer profit de la situation de la Biélorussie en tant que route d'exportation pour le gaz naturel russe et site de surveillance radar des activités de l'OTAN. Il y a même des discussions peu judicieuses autour de la réunification des deux pays, afin de rétablir le lien politique qui existait du temps de l'Union soviétique* ». La mise en garde du journal états-unien est claire : « *Les intérêts de Moscou seraient mieux servis simplement par l'élection d'un dirigeant russe plus éclairé* ». Pour cela Washington dispose d'un scénario bien huilé, expérimenté avec succès à Belgrade : le *New York Times* affirme qu'« *en tant que voix politique des démocraties d'Europe, l'Union européenne doit venir en aide à ceux qui luttent au sein de la dernière dictature d'Europe. Le type de campagne coordonnée entre Américains et Européens qui permet d'empêcher Milosevic de voler l'élection présidentielle l'année dernière pourrait être efficace en Biélorussie. En particulier, Bruxelles et Washington ont besoin de se rallier aux plans de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour superviser les milliers d'observateurs internationaux présents en Biélorussie pour surveiller les élections. La candidature de M. Goncharik offre aux Biélorusses une chance réaliste de se débarrasser de l'oppressif M. Loukachenko* » [5]. Une rhétorique qui ressemble presque mot pour mot à celle qui fut employée en 2003 en Géorgie et en 2004 en Ukraine.

Washington ne ménage pas ses efforts. Début août, Radio Free Europe, l'outil de propagande privilégié de la CIA, double ses diffusions sur la Biélorussie afin « *de fournir aux citoyens [du pays] des informations détaillées et objectives et des analyses dont ils auront besoin pour faire un choix informé lorsqu'ils se rendront aux urnes* ». Dans les mois qui ont précédé, le pays a déjà fait l'objet d'une campagne de dénigrement international selon laquelle des « *escadrons de la mort* » séviraient en Biélorussie, massacrant les opposants. Cette campagne s'appuie sur les révélations de deux anciens responsables de l'instruction du parquet biélorusse, Dmitri Petrouchkevitch et Oleg Sloutchek. Les deux hommes ont fui le pays, d'abord pour la Pologne, avant de recevoir l'asile politique aux États-Unis. Ils accusent un membre du groupe Alpha (les forces spéciales biélorusses), d'avoir exécuté plusieurs figures importantes du pays, notamment « *l'ancien vice-président du Parlement Viktor Gontchar, l'ex-ministre de l'Intérieur Iouri Zakharenko et l'homme d'affaires Anatoli Krassovski - dont on est sans nouvelles depuis 1999 - ainsi que le journaliste de la chaîne publique russe ORT Dmitri Zavadski* », sur fond de « *commerce des armes vers la Libye et l'Irak, une des mannes financières de la tentaculaire administration présidentielle* » [6]

À la même période, le porte-parole du Département d'État, Richard Boucher, dénonce « *le climat de peur* » dans le pays et les conditions d'organisation du



Michael Kozak

scrutin [7]. L'ambassadeur états-unien en Biélorussie, Michael Kozak, déclare de son côté que les États-Unis ne reconnaîtront les résultats que si les observateurs internationaux de l'OSCE ont été autorisés à surveiller le processus électoral [8]. Sous pression, le gouvernement de Loukatchenko est contraint de respecter ses engagements internationaux et d'accepter la présence sur son territoire d'observateurs de l'OSCE.

Mais Minsk n'en choisit pas moins la méthode forte, face aux menaces que font peser Washington sur le pays. En 1998, au terme d'une passe d'armes, Aleksandr Loukachenko fait expulser des journalistes d'une télévision indépendante russe. La même année, il contraint un groupe d'ambassadeurs occidentaux à déménager de leurs agréables résidences en banlieue de Minsk, sous le prétexte ridicule de « *rattacher les terrains et les bâtiments à son propre domaine immobilier* » [9]. Une mesure agressive qui provoque le départ de nombreux diplomates du pays. Les autorités biélorusses expulsent ainsi tous les ressortissants étrangers soupçonnés d'appartenir au dispositif d'ingérence US. Dès 1997, les bureaux de la Fondation Soros en Biélorussie avaient déjà été fermés par le gouvernement, au grand dam du Département d'État états-unien qui se fendit à l'époque d'un communiqué. En conséquence, l'organisation des ONG pro-US sur place est moins efficace qu'en Ukraine et en Géorgie, et le mouvement de jeune « Zoubr », calé sur Otpor en Serbie, est moins efficace que ne le seront ses homologues Pora et Kmara à Tbilissi et Kiev. Autre point faible du dispositif de Washington : l'alternative politique choisie par Washington et incarnée par Vladimir Goncharik manque de crédibilité. Ancien cadre du Parti communiste local devenu le dirigeant du plus grand syndicat du pays, Goncharik ne cache pas ses soutiens : en juillet 2001, il affirme qu'il n'a pas d'objection à ce que la Biélorussie adhère à l'Union européenne et à l'OTAN [10].

Pour éviter toute ingérence dans le processus électoral, les autorités biélorusses cherchent par ailleurs à surveiller les activités états-uniennes dans ce domaine. Début août, elles saisissent du matériel électoral mis à la disposition de l'opposition par les États-Unis et « *conçu pour aider l'opposition démocratique du pays en vue des élections présidentielles* » [11]. Fin août, elles expulsent Robert Fielding, un représentant de l'AFL-CIO, travaillant pour le compte de la NED et « *accusé de fomenter un coup d'État avec l'opposition en cas de réélection de M. Loukachenko* » [12].



Vladimir Goncharik

Ces efforts portent leurs fruits. Contrairement à ce qui s'est passé à Belgrade en 1999 et à ce qui se passera en Géorgie en 2003 et en Ukraine et en 2004, le président Loukachenko est réélu triomphalement avec plus de 80 % des voix. Mauvais joueurs, les États-Unis « *dénient toute crédibilité à l'élection* » en parlant d'un scrutin « *non démocratique* » et « *sans signification* » [13]. Marie

Jégo, du *Monde*, hurle avec les loups en évoquant « *un score digne de l'époque soviétique* » [14]. Aucune fraude n'a pourtant été officiellement constatée par les observateurs de l'OSCE déployés sur place, tandis que tout le monde s'accorde sur le fait que les 12 % recueillis par l'opposant Vladimir Goncharik sont déjà une réussite pour lui.

Le répit sera de courte durée pour Loukachenko. Deux ans plus tard, à l'occasion des élections législatives, les États-Unis retenteront leur chance, une fois tirés les enseignements de leur échec passé.

Paul Labarique

[1] « *La politique de l'Union au sens du présent article n'affecte pas le caractère spécifique de la politique de sécurité et de défense de certains États membres, elle respecte les obligations découlant pour certains États membres du traité de l'Atlantique Nord et elle est compatible avec la politique commune de sécurité et de défense arrêtée dans ce cadre* ». In *Traité de Maastricht*, titre V, article J4, paragraphe 4.

[2] « *The Meaning of Belarus* », par Christopher Deliso, *Antiwar.com*, 8 septembre 2001.

[3] « *Wild accusations herald Belarus vote* », par Steven Eke, *BBC*, 5 septembre 2001.

[4] « *Reign of terror in a Soviet time warp* », par Ian Traynor, *The Guardian*, 7 septembre 2001.

[5] « *The Bully of Belarus* », *New York Times*, 29 août 2001.

[6] « *Des "escadrons de la mort" dénoncés en Biélorussie* », par Marie Jégo, *Le Monde*, 3 juillet 2001.

[7] *Belarus Obstructs Election Observation Preparation*, Déclaration de Richard Boucher, porte-parole, 10 août 2001.

[8] « *Trouble Brewing Surrounding Upcoming Election in Belarus* », Associated Press, 3 août 2001.

[9] « *La Biélorussie, une dictature aux portes de l'Europe* », par Natalie Nougayrède, *Le Monde*, 24 juin 1998.

[10] « *Belarus Opposition Agrees on Single Election Candidate* », AFP, 23 juillet 2001.

[11] *U.S. Government Equipment Illegally Seized by Belarus*, déclaration de Richard Boucher, 3 août 2001.

[12] « *Beleaguered Belarus Leader Steps Up Press Crackdown* », *New York Times*, 28 août 2001.

[13] Cité in « *Biélorussie : scrutin "non démocratique" et "sans signification" / déclaration d'un porte-parole américain* », *Le Monde*, 12 septembre 2001.

[14] « *Le président biélorusse Loukachenko a été réélu avec un score digne de l'époque soviétique* », par Marie Jégo, *Le Monde*, 11 septembre 2001.

Un seul front à la fois

Analyse

Le décalage existant entre l'actualité et la publication de tribunes et de déclarations de personnalités représentatives fait que nous ne disposons pas encore de réactions à l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais, Rafic Hariri. A contrario, la profusion de déclarations relatives à l'apaisement possible en Palestine illustre la volonté de Washington de clore temporairement ce front pour avoir les mains libres ailleurs, c'est-à-dire selon toute vraisemblance en Syrie, ou à défaut en Iran.

David Kimche relève dans le *Jerusalem Post* le caractère irréaliste de la période actuelle. L'ambiance est à l'euphorie et chacun croit que la paix est à portée de main. Mais le gouvernement Sharon n'a pas l'intention d'aller aussi loin que l'administration Abbas. Le retour de la violence n'est qu'une question de temps. En premier lieu, Alastair Crooke du Conflicts Forum note dans le *Daily Star* que Mahmoud Abbas n'est pas en mesure de négocier au nom de son peuple. Son élection, dont tout le monde se réjouit, n'était qu'un trompe l'œil. Elle était orientée de telle sorte que des candidats crédibles n'ont pas pu y participer et qu'Abbas a été automatiquement élu. Du coup, il n'a pas de vraie légitimité. Deuxièmement, l'éditorialiste palestinien Abdel Bari Atouan souligne une lourde erreur du nouveau président de l'Autorité palestinienne. Il énumère dans *Al-Qods Al-Arabi* la longue liste des incertitudes qui entourent l'accord de Charm El-Cheik. Mahmoud Abbas s'est contenté d'un engagement oral d'Ariel Sharon. Sur cette base floue, il a accepté unilatéralement de renoncer à la violence. Or, aucun mouvement de résistance dans l'Histoire n'a pu obtenir gain de cause de cette manière.

Comme pour lui donner raison, le ministre israélien des Affaires étrangères, Silvan Shalom, rassure les lecteurs du *Monde*. La France est sur la bonne voie : elle rapproche ses positions de celles d'Israël. Il lui reste néanmoins encore un effort à accomplir : après avoir interdit la diffusion d'*al-Manar* aux États-Unis par un satellite européen, elle doit qualifier le Hezbollah de terroriste.

Enfin, le pacifiste Pat O'Connor, de l'International Solidarity Movement, témoigne dans *Ha'aretz* de l'impossibilité de manifester pacifiquement en Israël pour l'application du droit international sans faire immédiatement l'objet d'une répression policière. Il ressort de cette expérience que l'on peut difficilement reprocher aux Palestiniens de recourir à la violence car ils n'ont pas d'autre choix pour s'exprimer.

Le président de l'Azerbaïdjan, Ilham Aliev, assure dans la *Nezavissimaïa Gazeta* que son pays est aussi bien indépendant de la Russie que des États-Unis. Cependant, le Groupe de Minsk, mis en place par l'OSCE en respectant cet équilibre entre grandes puissances, ne parvient pas à régler le différend opposant l'Azerbaïdjan et l'Arménie, d'où l'appel lancé à l'ONU et au Conseil de l'Europe. Quoi qu'il en soit, ceci représente le dernier recours à une médiation internationale, l'Azerbaïdjan se tenant prête, après une décennie de patience infructueuse, à une confrontation militaire.

Cependant, cette menace ne paraît pas totalement crédible. En effet, bien que le président Aliev revendique une indépendance plus ou moins complète de son pays, les grandes puissances ne resteront pas inactives face à un conflit régional.

Sergeï Bagapch, président de la république non-reconnue d'Abkhazie, annonce dans *Outra.Ru* qu'aucun retour en arrière n'est possible. L'Abkhazie se considère comme indépendante de la Géorgie et se sent forte du soutien de la Russie, elle craint la guerre, mais s'y tient prête. Au demeurant, face aux menaces d'intervention militaire du gouvernement géorgien, elle ne peut, pour conserver son indépendance, qu'accélérer son adhésion à la Fédération de Russie.

Tout cela n'est que chimère, selon George Khaindrava, le ministre géorgien chargé de traiter avec la province séparatiste. Il souligne dans *Kommersant* que les Abkhazes sont trop divisés pour se permettre l'épreuve de force. À moins, se demandera-t-on, que le gouvernement géorgien ne cherche à les diviser pour reprendre le contrôle de l'Abkhazie. Surtout, poursuit-il, rester en Géorgie est économiquement plus attractif pour la population abkhaze que de se rallier à la Fédération de Russie.

Réseau Voltaire

David Kimche

David Kimche a été directeur de cabinet du ministère des Affaires étrangères israélien (1980-1987). Il est membre du Conseil d'administration de l'Israel Policy Forum. Il a été membre de la délégation israélienne qui a négocié les accords de Camp David en 1978 et du Mossad.

« Aller au-delà de l'euphorie »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Getting beyond euphoria », par David Kimche, *Jerusalem Post*, 14 février 2005.

Moi qui suis un optimiste par nature, je suis désolé de devoir refroidir les ardeurs de ceux qui sont devenus euphoriques depuis l'arrivée de **Mahmoud Abbas** au pouvoir. Pourtant, malgré les remarquables développements de ces dernières semaines, il y a des raisons de s'inquiéter. Les fanatiques palestiniens feront tout pour torpiller l'accord avec Israël et les fanatiques de notre côté ne vont reculer devant rien pour faire échouer le retrait de Gaza. En outre, et c'est le problème majeur, il existe une grande différence entre ce que veulent **Ariel Sharon** et **Mahmoud Abbas**.

Côté israélien, on veut la fin des attaques terroristes, restaurer la sécurité et trouver un accord intérimaire, mais pas rechercher un accord définitif. Côté palestinien, si on accepte aujourd'hui les conditions israéliennes, c'est qu'on espère un accord final. Ces différences apparaîtront dès le retrait de la bande de Gaza : les Palestiniens demanderont une application de la « **feuille de route** », nous affirmerons qu'ils n'ont pas assez fait contre le terrorisme et nous repousserons les négociations. Cela frustrera les Palestiniens et il y aura un retour à la violence.

Bien sûr, ce n'est qu'une hypothèse. Toutefois, comme Abbas veut un retour aux frontières de 1967 et que Sharon juge cette demande inacceptable, il y aura forcément un affrontement sur ce point.

Alastair Crooke

Alastair Crooke est ancien conseiller aux questions de sécurité de Javier Solana. Il est directeur du Conflicts Forum.

« Oubliez les réformes de sécurité, Abbas a besoin d'un mandat »

Source : Daily Star

Référence : « Forget Palestinian security reform, Abbas needs a mandate », par Alastair Crooke, *Daily Star*, 14 février 2005.

Depuis la mort de **Yasser Arafat**, on assiste à une vague d'optimisme dans l'analyse des affaires palestiniennes. Elle se fonde sur l'élection d'un dirigeant pragmatique, **Mahmoud Abbas**, les efforts des forces de sécurité palestiniennes pour arrêter les attaques des militants palestiniens et la trêve entre Israéliens et Palestiniens signée le 8 février à Charm El-Cheikh. Les observateurs pensent

que ces évolutions vont amener une réforme des services de sécurité palestiniens, une offensive contre les militants palestiniens et un moyen de dénoncer le bluff d'**Ariel Sharon** et de le forcer à appliquer la « feuille de route ». Mais tout cela est certainement une mauvaise appréciation. En effet, les attaques contre les Israéliens ne cesseront pas longtemps et l'offensive contre les militants est peu probable car Abbas n'a pas la légitimité nécessaire pour cela. L'analyse du **Hamas** concernant l'échec du processus d'Oslo fait désormais consensus et la légitimité du Fatah s'est érodée. Ce n'est pas parce que des groupes palestiniens ont été marginalisés et isolés dans le processus de négociation qu'ils n'ont pas les moyens de saper les tentatives des États-Unis pour stabiliser la région. Ces groupes ne sont pas que des mouvements armés, ce sont des mouvements politiques bien implantés dans la société palestinienne.

L'élection présidentielle censée donner une légitimité à Abbas n'a été qu'une élection interne au Fatah à laquelle le Hamas n'a pas participé. Aussi, le vrai test sera l'élection au Conseil législatif palestinien à laquelle le Hamas devrait participer. Si la communauté internationale cherche vraiment à mettre fin au conflit, elle doit aider à fonder une vraie légitimité et un vrai soutien populaire en aidant à organiser des élections vraiment pluraliste qui permettront de définir des objectifs à la négociation pour un gouvernement ayant un vrai mandat.

Abdel Bari Atouan



Abdel Bari Atouan a occupé le poste de rédacteur en chef du journal *Asharq Alaousat* (1984-1988) avant de devenir le rédacteur en chef du journal palestinien *Al qods Al arabi*, publié à Londres. Il est connu par sa position en faveur des pays arabes qu'il ne cesse pas de défendre publiquement lors de ses interviews sur des chaînes telles que *CNN*, la *BBC*... etc.

« Sharon, le grand gagnant »

Source : *Al Quds Al Arabi*

Référence : « Sharon, le grand gagnant », par Abdel Bari Atouan, *Al Qods Al Arabi*

À l'issue du sommet de Charm El Cheikh, il apparaît qu'**Ariel Sharon** est le grand gagnant des négociations. Le Premier ministre israélien a pu obtenir ce qu'il n'a pas pu avoir il y a quatre ans, c'est-à-dire, mettre fin à l'Intifada et à toutes les opérations de la Résistance militaire et saper l'unité nationale palestinienne. Dans le même temps, sur la scène arabe, le terroriste d'hier est aujourd'hui présenté comme un l'homme de paix devant qui il faut, sans hésitation, ouvrir toutes les portes de la normalisation. Ainsi, à peine le sommet achevé, l'Égypte et la Jordanie ont annoncé le retour de leurs ambassadeurs à Tel-Aviv.

Les résolutions du sommet risquent fortement de déclencher une guerre civile entre les Palestiniens, surtout que le **Hamas** et le Jihad Islamique ont déjà annoncé que les engagements de **Mahmoud Abbas** n'étaient que le fait de l'Autorité palestinienne représentée par le Fatah, et qu'aucun accord écrit n'a été signé. De plus, Sharon n'a présenté aucune garantie prouvant sa volonté d'accepter les conditions palestiniennes du cessez-le-feu.

Le sommet de Charm el Cheikh a servi les intérêts de l'Égypte en plus de ceux d'Israël. Le président Mubarak a toujours peur des États-Unis et de leur initiative de réformes politiques dans le monde arabe. Il ne lui reste donc qu'une seule carte à jouer : celle de la Palestine. Le président égyptien veut se rendre à Washington avec dans sa poche une réalisation à présenter aux États-

uniens, espérant qu'en contrepartie, ils fermeront les yeux sur des sujets tels que la démocratisation du grand Moyen-Orient ou les problèmes intérieurs égyptiens.

Toutefois, on se demande comment Abu Mazen a pu accepter oralement le cessez-le-feu, sans garanties et sans même une ébauche de déclaration finale qui précise clairement le cadre de cet accord et les engagements de chaque partie. L'Histoire nous a appris une leçon très importante : aucun mouvement de libération sur la scène internationale n'a mis fin définitivement à son combat avant que les conditions objectives, permettant de prendre une telle décision, aient été fournies. Le seul mouvement de libération qui a mis fin à la résistance était l'Organisation de la libération palestinienne lors de l'accord d'Oslo 1 et l'Autorité palestinienne à Oslo 2, c'est-à-dire à Charm El Cheikh.

Silvan Shalom



Silvan Shalom est le ministre des Affaires étrangères d'Israël et vice-Premier ministre.

« La plus grande menace pour Mahmoud Abbas vient du Hezbollah »

Source : Le Monde

Référence : « La plus grande menace pour Mahmoud Abbas vient du Hezbollah », par Silvan Shalom, *Le Monde*, 12 février 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Le sommet de Charm El-Cheikh ouvre une nouvelle ère et nous entendons ne pas gâcher cette occasion. Je suis heureux que nous soyons parvenus à organiser ce sommet que nous demandions depuis longtemps et d'autant plus que nous y sommes parvenus sans les Américains ou les Européens. Ce sommet entre dans le cadre d'un processus de normalisation des relations israéliennes avec les pays arabes. Nous n'avons aucun sujet de conflit avec les pays d'Afrique du Nord, ni avec ceux du Golfe. Leur présence aurait un impact incroyable sur les opinions publiques, pour ne pas parler des conséquences économiques...

Mahmoud Abbas n'a pas d'autre choix que de désarmer les factions palestiniennes. S'il se contente de les intégrer au jeu politique, elles réutiliseront les armes tôt ou tard. La plus grande menace pour Mahmoud Abbas vient aujourd'hui du Hezbollah, qui est derrière la plupart des projets d'attentats. Le Hezbollah a remplacé Saddam Hussein pour le versement d'argent aux familles des kamikazes. C'est pourquoi l'Europe devrait l'intégrer sur sa liste des organisations terroristes.

C'est un point d'opposition avec la France, mais on peut noter que la France a beaucoup évolué ces derniers temps avec l'adoption de la résolution 1559, l'interdiction de la chaîne Al-Manar, une vraie mobilisation contre l'antisémitisme ou la fermeté de **Michel Barnier** face au programme nucléaire iranien. Les relations entre la France et Israël reprennent des couleurs. Il y a beaucoup plus d'optimisme entre nous. Les Israéliens qui en doutent encore n'ont qu'à regarder ce que font les Français. Quelque chose se passe et c'est très bien.

Je pense que le retrait de Gaza doit passer par un référendum. Je suis d'ailleurs l'auteur d'une loi adoptée en 2000 qui prévoit un processus similaire pour le

Golan. Toutefois, on ne peut pas y parvenir si le Premier ministre s'y oppose. Il est impossible d'avoir une majorité à la Knesset sans son soutien. Je serais ravi s'il s'avérait, à la fin, que je me suis trompé et que le retrait se passe sans conflits. J'ai demandé trois fois au Premier ministre, au cours des derniers mois, de passer par un référendum. Je crois que cela ne retarderait pas le processus. Il va y avoir des votes définitifs à la Knesset, dans les prochaines semaines, sur le projet lui-même et sur la loi d'indemnisation. Nous disposerons après de cinq mois avant l'échéance. Donc nous avons le temps. J'ai été surpris par sa réaction.

Pat O'Connor

Ancien responsables de programmes d'aide humanitaire en Afrique et au Moyen-Orient pendant 11 ans, Pat O'Connor est volontaire états-unien de l'International Solidarity Movement.

« Israël a raté le test moral »

Source : Ha'aretz

Référence : « Israel is failing the moral test », par Pat O'Connor, *Ha'aretz*, 14 février 2005.

Selon les autorités israéliennes, une des raisons de mon arrestation il y a deux semaines à Biddu, c'est l'interdiction d'entrée en Israël qui m'a été notifiée en 2003 et ma participation à une manifestation illégale. Il s'agit d'une habitude des autorités israéliennes de décrire les manifestations pacifiques comme des manifestations illégales. Dans ce cas, ce qui est légal n'est peut-être pas moral et le caractère illégal est lui-même sujet à caution. En effet, en quoi est-ce illégal de manifester pacifiquement contre l'édification d'un mur qui a été jugée illégale par la plus haute institution juridique internationale ? Pourquoi est-ce illégal de faire appliquer pacifiquement une décision de justice ?

Apparemment il est légal pour Israël d'utiliser des gaz et des balles en caoutchouc pour disperser les manifestants. La manifestation a été décrite par Israël comme une « attaque palestinienne contre les forces israéliennes », même si ce sont les Israéliens qui ont tiré en premier et que les manifestants ont riposté par des pierres. Les différentes attaques israéliennes contre des manifestations pacifiques ont fait six morts et des centaines de blessés et d'interpellations. Ce fut mon cas et j'attends d'être expulsé du pays depuis deux semaines. Je suis fier de ce que j'ai fait.

Beaucoup en Israël et à l'étranger affirment que les Palestiniens devraient utiliser des moyens pacifiques pour mettre fin à l'occupation. Leur devoir est alors de les protéger et de ne pas laisser Israël s'en prendre à toutes les formes de résistance palestinienne en les présentant comme du terrorisme.

Ilham Aliyev



Ilham Aliyev est président de l'Azerbaïdjan. Il est le fils de l'ancien président Heydar Aliyev et le neveu de Natiq Aliyev, président de la SOCAR, la compagnie pétrolière étatique.

« Nous n'allons pas entreprendre des négociations juste pour la forme »

Source : Nezavissimaïa Gazeta

Référence : « », par Ilham Aliev, *Nezavissimaïa Gazeta*, 4 Février 2005.

L'Azerbaïdjan conduit une politique indépendante. Des États dépendants existent, je ne les nommerai pas, ils sont faibles, on peut en faire ce que l'on veut. On pourrait qualifier notre relation avec la Russie de partenariat stratégique : les échanges économiques sont florissants. 2005 est l'année de l'Azerbaïdjan en Russie, et 2006, sera celle de la Russie chez nous. De notre coopération dépend aussi la stabilité et la sécurité de la région. La Russie est membre du « Groupe de Minsk » de l'OSCE qui a un mandat sur le conflit arméno-azéri au sujet du Haut Karabakh. Les principes de travail devraient être « vous décidez, nous entérinons » et l'on devrait s'évertuer à respecter le principe de l'intangibilité de l'unité territoriale d'un pays en conformité avec le droit international.

Suite à l'agression arménienne, aux nettoyages ethniques et aux actes de séparatisme, plus d'un million d'Azéris sont réfugiés. Les forces d'occupation arméniennes doivent quitter notre territoire et les réfugiés doivent pouvoir rentrer chez eux, alors la paix viendra. Le côté arménien se félicite régulièrement des actions du Groupe de Minsk, vraisemblablement car il n'y a aucun résultat, c'est pourquoi nous avons fait appel à l'ONU et au Conseil de l'Europe pour activer le processus. Contrairement à ce qui a été dit, nous n'envisageons pas d'intégrer l'organisation du traité de défense collective (ODKB) lancée par les Russes et il n'a jamais été question que l'Iran nous accorde des préférences économiques en échange d'un refus de notre part de participer à l'opération américaine qui se prépare contre lui. Je démens aussi la rumeur de scission au sein de notre gouvernement et de combat entre deux clans, celui du Nakhitchevan et celui des « Arméniens ». Toute la structure du pouvoir est unie autour de moi et la situation est monolithique. Nous coopérons beaucoup avec la Géorgie, surtout dans les domaines de l'énergie et des télécommunications, les problèmes survenus à la frontière ont un caractère technique de lutte contre la contrebande, ils nous unissent plus qu'ils nous opposent.

Contrairement à ce qui se passe en Géorgie et en l'Arménie, il n'y a pas de base militaire étrangère sur notre sol. Les Géorgiens veulent s'en débarrasser, contrairement aux Arméniens.

Cela fait dix ans que nous menons des négociations sans résultat, la patience du peuple azéri a ses limites. Le budget de notre défense a augmenté de 40 % en 2004. Il est deux fois plus important que celui de l'Arménie et nous allons continuer.

Sergei Bagapsh



Sergei Bagapsh est président de la république non-reconnue d'Abkhazie.

« Nous n'allons pas corriger, mais diriger »

Source : Outra.Ru

Référence : « », par Sergeï Bagapch, *Outra.Ru*, 14 Février 2005.

Nous avons accumulé beaucoup de problèmes en Abkhazie dans les secteurs agraires et industriels, mais il est vrai que depuis six mois nous nous occupons des élections. Le vice-président doit être une figure politique forte, Raoul Khadjimba en est une. Il a déjà dirigé les services de sécurité, il a déjà été Premier ministre, mais c'est au président que revient le commandement en chef.

Nous suivons de prêt tout ce que peut faire le gouvernement géorgien. J'ai déjà répondu à **Mikhail Saakashvili** qui disait que les négociations pacifiques sont impossibles avec l'Abkhazie. Nous comprenons que l'opération militaire est la suite logique des évènements, mais pensons que le président géorgien est suffisamment intelligent pour comprendre qu'une guerre serait terrible pour tous. Nous sommes prêts depuis douze ans et sommes déjà *de facto* en guerre avec la Géorgie. Le défunt Jvania [1] disait qu'il fallait une Géorgie économiquement attractive pour que tous veuillent nouer des contacts avec elle. Avec les vautours on ne peut pas passer d'accord. Les paroles de Jvania, que je tenais pour exemplaires, appartiennent au passé, c'est désormais le parti de la guerre qui est en place à Tbilissi. C'est déjà ce parti qui jouait les premiers rôles en 1992 et tout le monde sait comment cela s'est terminé. Le peuple abkhaze s'est prononcé en 1999. Nous sommes prêts à la négociation, mais l'usage de la force échouera.

J'ai rencontré **Edouard Kokoïta** il y a peu à Moscou et il m'a fait une très bonne impression, comme personne et comme président. Les accords d'assistance en cas d'agression signés par les républiques non-reconnues doivent perdurer. Si quelqu'un veut faire la guerre, alors ce sera la guerre avec tous et pas seulement avec l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. Le chiffre de 300 000 réfugiés géorgiens ayant fuit l'Abkhazie dans les années 90, avancé par Tbilissi, est faux. Ils étaient 240 000 à y vivre avant 1992 et ils sont toujours 72 000 aujourd'hui.

La Russie nous a toujours soutenus. C'est elle qui a réussi à empêcher la reprise des hostilités depuis 1993, nous lui en serons toujours reconnaissants. Les soldats russes vont rester. J'ai entendu parler de casques bleus turcs ou ukrainiens, mais nous sommes opposés à la modification du mandat. En cas de guerre, nous pourrions compter sur les républiques du Nord-Caucase, nos forces armées sont prêtes, l'armée de réserve est fonctionnelle et toute la population est armée. Nous allons continuer à favoriser le processus d'intégration à la Fédération de Russie sur les plans politiques et économiques. Nous attendons une réponse officielle de la Douma concernant cette demande d'intégration. De l'Abkhazie pourrait se propager une déstabilisation de tout le Caucase. J'ai toujours dit, après la guerre, que l'influence russe devait demeurer, chez nous tout particulièrement, pour contrebalancer celle de la Turquie qui a des intérêts dans la région depuis l'Empire Ottoman.

George Khaindrava



George Khaindrava est ministre d'État de Géorgie, chargé de la régulation des conflits en Abkhazie et dans la région de Tskhinvali .

« Nous utiliserons au maximum toutes les fautes de la Russie »

Source : Kommersant

Référence : « », par George Khaindrava, *Kommersant*, 14 Février 2005.

Il est clair pour nous que deux clans s'opposent en Abkhazie, les généraux et une partie de l'élite politique et économique. Aucune union n'est possible entre Khadjimba et Bagapch. L'idée de Bagapch, c'est l'Abkhazie et son indépendance, alors que Khadjimba est au service de la domination russe dans le Caucase. Son seul soutien est celui du FSB. Je pense que les forces pro-moscovites vont prendre le pouvoir et qu'une opposition va alors naître. Nous allons utiliser la situation à notre avantage. Il est impossible de trouver un deuxième Zourab Jvania, mais le sort de notre pays ne dépend pas d'un seul individu. Il dépend de la volonté du peuple géorgien qui ne veut pas répéter les erreurs du passé. Les leaders des régimes séparatistes doivent comprendre que quelle que soit la vigueur du soutien des forces réactionnaires de l'extérieur, ce territoire est géorgien et il le restera. Parler au nom d'un peuple composé de plusieurs nationalités n'a pas de sens, il faudrait s'intéresser à ce que les Arméniens, les juifs et les Géorgiens qui vivent encore dans la région pensent. C'est valable aussi pour la région du Sxinval, Nous n'avons pas besoin d'y maintenir des soldats. C'est à 20 heures de route de Tbilissi et nous avons déjà une brigade blindée à Gori. Dix minutes suffisent pour déclencher le feu de l'artillerie sur le Sxinval. Nous avons proposé une période transitoire de trois ans pour démilitariser la zone de conflit.

Nous travaillons à la régulation de ces conflits avec de nombreux experts européens. Il n'y aura pas de séparation de l'Ossétie, toutes ces autonomies sont des cadeaux que les bolcheviks nous ont laissés. Nous avons à offrir aux Ossètes des conditions de vie plus civilisées que ce qu'ils obtiendraient au sein de la Russie. **Edouard Kokoïta** est un leader pour les Russes, pas pour les Ossètes. Il fait ce que l'on décide pour lui dans des cabinets à Moscou. Les gens veulent vivre comme en République tchèque ou en Pologne et c'est ce que nous leur offrons. Nous ne cachons pas que nous voulons entrer dans l'Europe et nous leur proposons de nous accompagner. La Russie n'est pas un adversaire aussi fort qu'elle le pense, toutes les tentatives d'établir un régime autoritaire se terminent par un échec. Je ne comprends pas ce qui intéresse un vaste pays comme la Russie dans une région aussi minuscule.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .